

**POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
CNW CODE 01**

**Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources
et à la nouvelle économie
Journée de rencontres à Montréal**

Québec, le 5 octobre 2007 – Le Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources et à la nouvelle économie a entendu à Montréal quinze entreprises et organismes. Le groupe de travail avait organisé une première rencontre à Montréal le 12 septembre dernier.

Les rencontres privées

Le groupe de travail a d'abord rencontré deux entreprises bénéficiaires des aides à la nouvelle économie, une firme comptable venue expliquer l'évolution du marché de location de bureaux à Montréal et un éditeur observateur de l'industrie des technologies de l'information.

Les entreprises ont demandé le maintien d'aides fiscales à la nouvelle économie, en soulignant le développement au Québec d'emplois de haute qualité liés au marché mondial et en suggérant plusieurs modifications à apporter aux appuis. La firme comptable a mis en perspective l'impact des mesures fiscales sur le marché de la location de bureaux. L'éditeur a présenté une analyse critique du principe des aides fiscales et de leur impact.

Les audiences publiques

Six organismes ont abordé les aides fiscales aux régions ressources. Le président de la Fédération québécoise des municipalités a souligné la responsabilité de l'État en matière d'occupation du territoire, demandant notamment des mesures définies au niveau des MRC. La CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, la CRÉ de Lanaudière et le CLD des Moulins ont critiqué les aides fiscales aux régions ressources. La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a insisté sur la qualité de l'environnement d'affaires, souhaitant des programmes s'appliquant à l'ensemble du Québec avec des modulations définies selon des critères objectifs. La CSN s'inquiète du sort des emplois créés par les aides et demande la modulation des appuis.

Le CLD des Moulins, la CSN et quatre autres organismes sont intervenus en faveur des aides fiscales à la nouvelle économie. Les organismes ont souligné l'impact positif de ces aides, TechnoMontréal soulignant le rôle stratégique de l'industrie ainsi créée dans l'économie. Les organismes souhaitent une adaptation des aides ou l'adoption d'une politique d'ensemble visant à renforcer la nouvelle économie. Montréal International a demandé que les aides fiscales soient replacées dans l'ensemble des éléments permettant d'attirer les investissements. La Cité de la Biotech a insisté sur l'importance des parcs scientifiques. Pour sa part, la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent s'oppose à des aides qui ne bénéficient pas à l'ensemble du Québec.

Au nom de la Ville de Montréal, le maire de Saint-Laurent a souligné que les aides fiscales à la nouvelle économie constituaient un élément essentiel de la politique de développement de la métropole. Des recommandations ont été présentées concernant les modifications à apporter aux aides actuelles, y compris des mesures de transition, une fois les aides actuelles terminées.

Le groupe de travail terminera ses rencontres le 12 octobre à Shawinigan. L'enregistrement intégral des consultations publiques est disponible à : www.gtaf.gouv.qc.ca

– 30 –

Source : Jacques Delorme
418 528-7382